

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - OCTOBRE 2021 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin octobre 2021 fait ressortir un déficit budgétaire de 51,2 MM.DH, se situant au même niveau que celui enregistré un an auparavant.

Cette évolution devrait être analysée en tenant compte :

- d'un effet de base lié à l'impact sur les recettes fiscales de l'arrêt brutal de l'activité en 2020, notamment durant la période du confinement ;
- de l'excédent de 8,5 MM.DH à fin octobre 2020 du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19 ;
- du redressement de l'activité économique observé durant l'année en cours, en relation notamment avec la bonne campagne agricole, le raffermissement de la demande intérieure et le déroulement de la campagne de vaccination dans des conditions favorables ;
- de l'assouplissement relatif, à partir du mois de juin, des mesures de restriction sanitaires ;
- du renchérissement des cours internationaux des produits énergétiques, notamment le gaz butane.

RECETTES

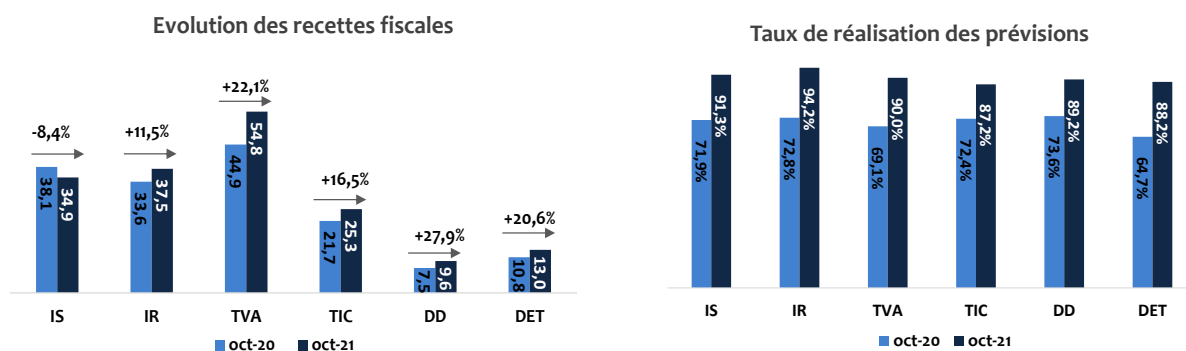
Poursuite du bon comportement des recettes fiscales ...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 21,3 MM.DH comparativement à fin octobre 2020 et un taux de réalisation de 85,1% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont poursuivi leur amélioration, à l'exception de l'IS qui a reculé de 3,2 MM.DH ou 8,4%, en relation notamment avec la baisse de l'activité en 2020. Globalement, les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 16,4 MM.DH ou 10,3%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 90,2%. Cette augmentation est de 20,2 MM.DH ou 12,7%, si l'on tient compte de la contribution de solidarité affectée, en 2021, au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont pour leur part atteint un montant de 7 MM.DH, soit quasiment le même niveau qu'à fin octobre 2020.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IR de 3,9 MM.DH ou 11,5%, suite notamment à l'augmentation des recettes générées par l'IR sur salaires (+1,4 MM.DH) et sur les profits fonciers (+900 M.DH) ainsi que sous l'effet des opérations de contrôle fiscal (+1,1 MM.DH) et des deux opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable (+836 M.DH) ;
- Hausse des recettes de la TVA à l'intérieur de 3 MM.DH ou 17,6%, suite à la poursuite du redressement de la consommation des ménages ;
- Augmentation notable de la TVA à l'importation de 6,9 MM.DH ou 25%, des taxes intérieures de consommation de 3,6 MM.DH ou 16,5% et des droits de douane de 2,1 MM.DH ou 28%, en liaison respectivement avec la progression des importations (+23,4% à fin septembre) et des mises à la consommation ;
- Amélioration des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre de près de 2,2 MM.DH ou 20,6%, dans le sillage notamment de la reprise de la demande adressée au secteur de l'immobilier et de l'augmentation des crédits à l'habitat.



...et hausse des recettes non fiscales

S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont établies à 22,3 MM.DH contre 18 MM.DH à fin octobre 2020, soit une hausse de 4,3 MM.DH. Ces recettes proviennent à hauteur de 9,2 MM.DH des produits versés par les établissements et entreprises publics, notamment l'OCP (4,1 MM.DH) et l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (2,5 MM.DH). Les recettes de cessions de participations de l'Etat ont contribué, quant à elles, pour un montant de 5,4 MM.DH suite à la cession de 35% du capital de Marsa Maroc (5,3 MM.DH) et de la totalité de la participation de l'Etat dans le capital de la société « Foncière Université Internationale de Rabat » (110 M.DH). Pour leur part, les « autres recettes » se sont situées à 7,6 MM.DH, dont 5,7 MM.DH au titre des produits issus des budgets ministériels.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de 14,6 MM.DH ou 7,5% et un taux d'exécution de 84,4%.

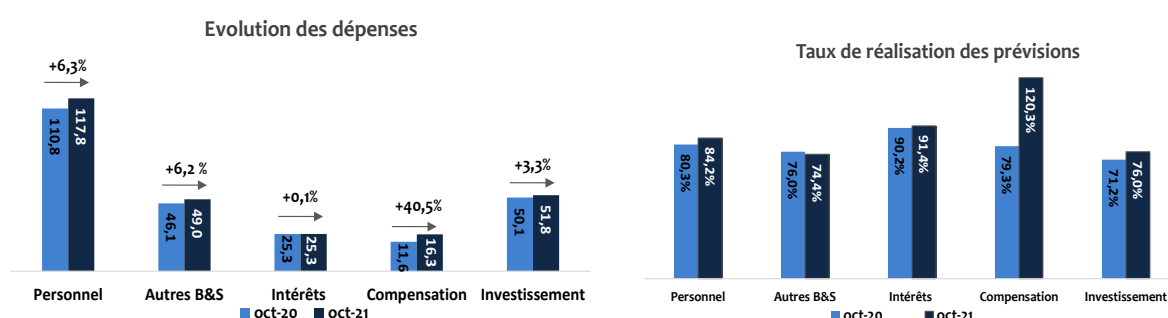
Cette évolution par rapport à fin octobre 2020 s'explique principalement par la hausse des dépenses de biens et services de près de 9,8 MM.DH, attribuable à hauteur de 7 MM.DH aux dépenses de personnel, notamment sous l'effet des rappels et des mesures de la 3^{ème} tranche de l'augmentation des salaires décidée en 2019 dans le cadre du dialogue social, et à hauteur de près de 2,9 MM.DH aux « autres biens et services ».

La charge de la compensation a augmenté, quant à elle, de 4,7 MM.DH en liaison notamment avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 610 \$/T contre près de 364 \$/T un an auparavant.

Les intérêts de la dette sont restés relativement stables par rapport à fin octobre 2020, se situant à 25,3 MM.DH, recouvrant une légère baisse de ceux afférents à la dette intérieure (-67 M.DH) contre une légère augmentation de ceux au titre de la dette extérieure (+93 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 6,7 MM.DH contre -13,4 MM.DH à fin octobre 2020, soit une amélioration de 6,7 MM.DH.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, elles ont progressé de 1,6 MM.DH, les émissions ayant atteint 51,8 MM.DH, contre 50,1 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2021, leur taux de réalisation s'est chiffré à 76%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 7,3 MM.DH contre 12,6 MM.DH à fin octobre 2020.

A noter que les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 3,8 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale en vertu de la LF 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 16,7 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 67,9 MM.DH.

Ce besoin a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 60,9 MM.DH et 7 MM.DH, ainsi que par la hausse des dépôts au Trésor pour un montant de 12,6 MM.DH et du flux net des placements sur le marché monétaire (+1,2 MM.DH)

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 122,3 MM.DH, contre 123,1 MM.DH au titre de la même période de 2020, et des remboursements en principal pour 89,3 MM.DH, contre 78,1 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 15,3 MM.DH, contre 32,4 MM.DH à fin octobre 2020, et des amortissements de 8,2 MM.DH contre 18,2 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISoire DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Octobre	Loi de finances	Octobre	Octobre 2021 / Octobre 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	180.413	236.907	201.670	11,8%	21.257	85,1%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	180.413	232.907	196.254	8,8%	15.841	84,3%
Recettes fiscales	159.941	195.578	176.381	10,3%	16.440	90,2%
- Impôts directs	75.037	80.112	73.661	-1,8%	-1.376	91,9%
- Impôts indirects	66.622	89.970	80.123	20,3%	13.501	89,1%
- Droits de douane	7.513	10.768	9.608	27,9%	2.095	89,2%
- Enregistrement et timbre	10.769	14.729	12.989	20,6%	2.220	88,2%
Recettes non fiscales	17.976	38.029	22.288	24,0%	4.312	58,6%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	8.142	17.118	9.245	13,5%	1.103	54,0%
- Autres recettes	9.834	16.912	7.627	-22,4%	-2.207	45,1%
- Cession de participations de l'Etat	0	4.000	5.416	-	5.416	-
Recettes de certains CST	2.495	3.300	3.001	20,3%	506	90,9%
- Fonds de soutien des prix	210	600	194	-	-16	32,3%
- Fonds spécial routier	2.285	2.700	2.807	22,8%	522	104,0%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	231.362	308.038	252.834	9,3%	21.472	82,1%
DEPENSES ORDINAIRES	193.847	246.938	208.405	7,5%	14.558	84,4%
Biens et services	156.966	205.710	166.799	6,3%	9.833	81,1%
Personnel (1)	110.831	139.860	117.785	6,3%	6.954	84,2%
Autres biens et services	46.135	65.850	49.014	6,2%	2.879	74,4%
Dettes publiques (2)	25.277	27.678	25.303	0,1%	26	91,4%
Intérieure	22.177	23.560	22.110	-0,3%	-67	93,8%
Extérieure	3.100	4.118	3.193	3,0%	93	77,5%
Compensation (3)	11.604	13.550	16.303	40,5%	4.699	120,3%
SOLDE ORDINAIRE	-13.434	-10.031	-6.735	-49,9%	6.700	67,1%
INVESTISSEMENT	50.117	68.100	51.757	3,3%	1.640	76,0%
dont Fonds spécial routier	1.115	2.700	2.453	-	-	90,9%
SOLDE DES CST (4)	12.602	7.000	7.328	-41,9%	-5.274	104,7%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-50.950	-71.131	-51.164	0,4%	-214	71,9%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-5.590		-16.724		-11.134	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-56.540	-71.131	-67.888	20,1%	-11.348	95,4%
FINANCEMENT INTERIEUR	42.390	36.780	60.854		18.464	165,5%
Endettement intérieur	44.987		33.015		-11.971	
Autres opérations	-2.596		27.839		30.435	
FINANCEMENT EXTERIEUR	14.150	34.351	7.034		-7.116	20,5%
Tirages	32.364	41.000	15.283		-17.081	37,3%
Amortissements	-18.214	-6.649	-8.249		9.966	124,1%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Octobre	Loi de finances	Octobre	Octobre 2021 / Octobre 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	159.941	195.578	176.381	10,3%	16.440	90,2%
Impôts directs	75.037	80.112	73.661	-1,8%	-1.376	91,9%
Taxe professionnelle	239	69	137	-42,7%	-102	199,7%
Impôt sur les sociétés (I.S)	38.110	38.236	34.895	-8,4%	-3.215	91,3%
Impôt sur le revenu (I.R)	33.628	39.797	37.500	11,5%	3.872	94,2%
Contribution de solidarité sur les bénéfices	2.146	0	79	-96,3%	-2.067	-
Taxe urbaine/d'habitation	23	34	17	-26,1%	-6	50,0%
Majorations	874	1.924	1.013	15,9%	139	52,7%
Autres impôts directs	17	52	20	17,6%	3	38,5%
Impôts indirects	66.622	89.970	80.123	20,3%	13.501	89,1%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	44.876	60.907	54.790	22,1%	9.914	90,0%
(Intérieure)	27.295	24.714	20.341	17,6%	3.046	82,3%
(Importation)	17.581	36.193	34.449	24,9%	6.868	95,2%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	21.746	29.063	25.332	16,5%	3.586	87,2%
(Tabacs)	8.776	11.211	9.866	12,4%	1.090	88,0%
(Produits énergétiques)	11.467	15.926	13.562	18,3%	2.094	85,2%
(Autres)	1.503	1.926	1.904	26,7%	402	98,9%
Droits de douane (D.D)	7.513	10.768	9.608	27,9%	2.095	89,2%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	10.769	14.729	12.989	20,6%	2.220	88,2%
RECETTES NON FISCALES	17.976	38.029	22.288	24,0%	4.312	58,6%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	8.142	17.118	9.245	13,5%	1.103	54,0%
- Autres recettes	9.834	16.912	7.627	-22,4%	-2.207	45,1%
- Cession de participations de l'Etat	0	4.000	5.416	-	5.416	-
Recettes de certains CST	2.495	3.300	3.001	20,3%	506	90,9%
Fonds de soutien des prix	210	600	194	-	-16	32,3%
Fonds spécial routier	2.285	2.700	2.807	22,8%	522	104,0%
RECETTES ORDINAIRES	180.413	236.907	201.670	11,8%	21.257	85,1%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	180.413	232.907	196.254	8,8%	15.841	84,3%